



Extrait du UNSA Fonction publique

<http://www.unsa-fp.org/?Vers-une-reorganisation-de-l>

# Vers une réorganisation de l'action sociale interministérielle

- Action sociale -



Date de mise en ligne : mardi 8 avril 2014

---

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

---

**Le CIAS élira son Président à partir de 2015. Son rôle d'observateur et de moteur de l'action sociale interministérielle sort renforcé du cycle de 4 réunions qui s'est achevé. 17 mesures devraient être définitivement présentées lors du CIAS du 13 mai 2014.**

Au coeur du sujet, la réorganisation de la gouvernance du CIAS, le Comité interministérielle de l'Action Sociale.

Celui-ci sera composé directement à partir des résultats des prochaines élections professionnelles et élira son Président. L'UNSA FP s'en félicite.

16 autres mesures accompagnent ce changement. Certaines annoncent de nouvelles prestations ou proposent des améliorations aux prestations existantes. Toutes devraient voir le jour d'ici le 1er janvier 2015.

- AIP : (Aide à l'Installation des personnels) Extension des délais de dépôt des demandes à 6 mois.
- AMD : (aide au maintien à domicile) - Élargissement du barème de ressource pour les retraités de la FP à la 6ème tranche de la CNAV.
- Instauration d'un barème de ressources spécifique aux ultra-marins pour bénéficier des prestations sociales.
- CESU garde d'enfants pour les familles monoparentales : création d'une tranche d'aide à 220Euros bonifiée de 20%

Pour l'UNSA FP,

- Favoriser l'entrée des établissements publics dans le champ de l'action sociale est une priorité afin que tous les fonctionnaires puissent en bénéficier.
- Sécuriser le régime fiscal et social des prestations d'action sociale est indispensable à l'heure actuelle.
- Présenter les bilans de l'action sociale des ministères ou établir un inventaires des logements, des places en crèche sont des mesures qui donneront au CIAS un nouveau rôle, celui d'observateur, tout en renforçant son rôle d'acteur essentiel de l'action sociale dans la Fonction Publique de l'État.

Cependant, l'UNSA FP considère toujours qu'il faut garantir l'action sociale interministérielle avec un budget 2015 en hausse qui permettrait de rétablir la 3ème tranche du CESU garde d'enfant, par exemple.